



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

Evaluation de la durabilité d'exploitation des palourdes dans le Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et de la Mer des Pertuis

MARCHE A TRANCHES CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP)
(Articles L.2124-1 et L.2124-2, ainsi que les articles R.2124-1, R.2124-2, R.2164-4 et R.2164-5 et
R.2113-4 et suivants)

Marché n° 2025-05

N° Lot	Intitulé	Forme	Mode d'attribution
Lot 1	Mise à jour de l'état des stocks	Marché à tranches	Mono-attributaire
Lot 2	Estimation de la fréquentation et des prélèvements par la pêche de loisir	Marché à tranches	Mono-attributaire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE	3
1.1. OBJET DU MARCHE	3
1.2. ALLOTISSEMENT	3
1.3. PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHE	3
1.4. FRACTIONNEMENT	3
1.5. MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES	3
ARTICLE 2 : DURÉE	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 : PRIX	4
4.1 NATURE DES PRIX	4
4.2 CONTENU DES PRIX	4
ARTICLE 5 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES	4
5.1 - AVANCE	5
5.2 - MODALITES D’ETABLISSEMENT DES FACTURES	5
5.3 – DELAI DE PAIEMENT	6
5.4 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	6
5.5 - RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	6
6.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
6.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S’AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS	6
6.1.2 OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL	6
6.2 OBLIGATIONS DE L’OFB	7
ARTICLE 7. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	7
ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	7
ARTICLE 9 : PENALITES	7
ARTICLE 10 : RESILIATION	8
ARTICLE 11 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	8
ARTICLE 12 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
ARTICLE 13 : ASSURANCES	9
ARTICLE 14 : DIFFERENDS	9
ARTICLE 15 : DEROGATION AU CCAG-FCS	10

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet l'évaluation de la durabilité d'exploitation des palourdes dans le Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et de la Mer des Pertuis.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Allotissement

Le marché est décomposé en deux (2) lots :

- Lot n°1 : Mise à jour de l'état des stocks ;
- Lot n°2 : Estimation de la fréquentation et des prélèvements par la pêche de loisir.

Le contenu desdits lots est précisé dans le CCTP ainsi que dans les pièces financières.

1.3. Procédure, forme et montant du marché

1.3.1. La procédure de passation est l'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

1.3.2. La forme du marché est le marché à tranches en application des articles R.2113-4 et suivants du CCP.

Chacun des deux (2) lots est passé sur le principe d'un marché à tranches dont le montant minimum est égal à celui de la tranche ferme.

Chacun des deux (2) lots se décompose en une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- Tranche ferme (ci-après désignée Suivi et analyse 2025) ;
- Tranches optionnelles (ci-après désignée Suivi et analyse 2026 et Suivi et analyse 2027).

1.3.3. Le montant estimatif total de chacun des deux (2) lots est évalué à 174 000 € TTC sur la durée maximale du marché soit 84 000 € TTC pour le lot 1 et 90 000 € TTC pour le lot 2.

1.4. Fractionnement

L'exécution de chacun des deux (2) lots est fractionnée, selon les dispositions des articles R.2113-4 et suivants du CCP en 3 tranches, définies ci-après.

Seule la première tranche de chacun des deux (2) lots, et dénommée Suivi et analyse 2025, est ferme et exécutoire, dès la notification du lot 1 et à la date de notification de l'ordre de service de démarrage pour le lot 2.

Les tranches suivantes, dénommées Suivi et analyse 2026 et Suivi et analyse 2027, sont des tranches optionnelles dont l'affermissement pourra être notifié par ordre de service, dénommé ordre de service d'affermissement, dans les conditions de l'article 1.5.

1.5. Modalités d'affermissement des tranches optionnelles

Les tranches optionnelles peuvent être affermies par un ordre de service d'affermissement, émise par l'autorisé signataire du marché (ou son représentant) au plus tard avant le 15 mars de l'année du suivi.

Les prix, les délais, les conditions de financement et de règlement seront ceux définis au présent marché pour chacun des deux (2) lots.

L'ordre de service d'affermissement sera notifié via le site PLACE.

ARTICLE 2 : DURÉE

S'agissant du lot 1, la notification du contrat vaut affermissement de la tranche ferme pour une durée de douze (12) mois.

S'agissant du lot 2, la notification de l'ordre de service de démarrage vaut affermissement de la tranche ferme pour une durée de douze (12) mois.

Les tranches optionnelles débutent à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement pour une durée de douze (12) mois pour chacune des tranches optionnelles de chacun des deux (2) lots.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹ et **réputé connu par le titulaire** ;
- l'offre technique du titulaire.

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : PRIX

4.1 Nature des prix

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs

Les prix sont fixés dans l'annexe financière à l'Acte d'engagement (AE).

4.2 Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'AE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

ARTICLE 5 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

5.1 - Avance

En application des articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-13 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est précisé à l'AE.

5.2 - Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales et celles mentionnées supra, selon les indications suivantes :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro de marché (2025-05) ;
- Numéro du lot (1 ou 2) ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- La désignation et décomptes des produits et services rendus (dénomination précise, quantité, prix unitaire HT) ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- Taux de TVA ;
- Article du Code Général des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'AE.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB ;
- le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/2025/XXXXXXXXX² (à demander au chef de projet désigné).

² xxx/millésime/n° 7 caractères

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A noter : le cas échéant, une facture ne pourra pas concerner des prestations commandées au titre de plusieurs lots. En ce cas, il devra être établi des factures distinctes.

5.3 – Délai de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

5.4 - Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Monsieur le Directeur des Finances
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

5.5 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans les bons de commande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

6.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il

pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

6.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 7. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 (article 34 à 37) du CCAG-FCS, relatives à l'utilisation des résultats élaborés dans le cadre du marché, sont applicables.

ARTICLE 9 : PENALITES

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

ARTICLE 10 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 11 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six (6) mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 12 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 46) du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP) ³ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite⁴ .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

⁴ <https://www.mciest.finances.gouv.fr/>

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

<p>Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/</p>

ARTICLE 15 : DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG-FCS
9 - Pénalités	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3